

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**

des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

Me

Distribution à 30 ex
17 FEV 1940

NOTE GÉNÉRALE
SÉRIE MOUVEMENT

Sous-Série Affaires Générales N° 19-A¹⁸

Paris, le 10 février 1940.

Col.

Nm.
63

DIRECTIVES PARTICULIÈRES POUR LA GESTION
PAR LE SERVICE CENTRAL DU MOUVEMENT ET LES SERVICES RÉGIONAUX D'EXPLOITATION
DE CERTAINES RUBRIQUES DES BUDGETS D'EXPLOITATION ET D'ETABLISSEMENT.

Article 1^{er}. — Objet de la présente Instruction.

L'Instruction Générale — Série Finances et Comptabilité N° 1 et ses Circulaires d'application N° 1 et 2 fixent la nomenclature du budget d'Exploitation. La Note Générale Série Administrative Sous-Série Budget N° 1 A¹ indique quels sont les Services Centraux chargés de la surveillance des différents Chapitres et Articles du Budget d'Exploitation.

La présente Note Générale a pour objet de préciser le détail des mesures à suivre pour la préparation et la surveillance des rubriques qui, **dans le budget d'Exploitation**, concernent le Service Central M ; corrélativement, elle donne des précisions analogues pour un petit nombre de rubriques du **budget d'Etablissement**.

Article 2. — Dispositions de principe.

La 5^e Division (3^e Section A) du Service Central M et les Divisions G (3^e Section) des Services Régionaux d'Exploitation remplissent le rôle de « Service Directeur » pour l'ensemble des questions intéressant leurs Services dans le budget d'Exploitation et dans celles des rubriques du budget d'Etablissement qui sont relatives au Mobilier et Outillage d'Exploitation.

Les Sections ainsi désignées sont chargées de suivre directement certaines rubriques et en outre :

- de donner les directives d'ensemble aux diverses Divisions et Sections qui, comme il est dit ci-après, sont intéressées aux questions budgétaires, d'une part au Service Central M, d'autre part dans les Services Régionaux d'Exploitation,
- d'assurer en temps utile la présentation globale des propositions annuelles et des révisions périodiques, en reprenant tous arguments techniques fournis par les Sections spécialisées et en **ne se bornant pas à un exposé comptable**.
- de procéder au contrôle général de l'exécution du budget.

Les Sections qui remplissent ainsi le rôle de « Service Directeur » laissent à d'autres Sections, désignées dans l'Annexe, le soin d'examiner du point de vue technique **certaines** questions budgétaires. Les Sections qui étudient ainsi techniquement certaines questions budgétaires ne doivent pas borner là leur rôle et se désintéresser de l'exécution du budget.

Il faut noter enfin que certaines allocations budgétaires sont « réparties » entre Régions et que d'autres sont attribuées entièrement au Service Central M : pour ces dernières, la collaboration des Services Régionaux d'Exploitation est demandée pour la préparation technique du budget. L'Annexe indique pour chaque rubrique si les allocations doivent ou non être réparties entre les Régions : il peut arriver que certaines allocations soient partagées en deux portions dont l'une est répartie entre Régions, et l'autre est conservée par le Service Central M.

Article 3. — Procédure à suivre pour la préparation des budgets.

Chaque année au début de juillet, la 5^e Division du Service Central M fait connaître aux Divisions surveillantes du Service Central M et aux Services Régionaux d'Exploitation, les directives d'ensemble reçues de M. le Directeur Général en vue de la préparation des budgets de l'exercice suivant. On procède alors comme suit :

- a) Pour ce qui est **des allocations du budget d'exploitation non réparties** entre les Régions, la Division du Service Central M surveillante, après étude s'il y a lieu avec les Sections Régionales spécialisées, indique à la 5^e Division, pour le 1^{er} août au plus tard, quelles sont les demandes correspondantes;
- b) Pour ce qui est **des allocations du budget d'exploitation réparties** entre les Régions, les Divisions du Service Central M chargées d'établir les prévisions donnent avant le 10 juillet, les directives utiles aux Services Régionaux d'Exploitation. Les Régions doivent comprendre les sommes correspondantes dans les demandes d'ensemble qu'elles doivent adresser au Service Central M (5^e Division, 3^e Section A) pour le 1^{er} août au plus tard;
- c) Pour ce qui est du Mobilier et Outillage du **budget d'établissement**, ces questions doivent être traitées en même temps que celles de même nature figurant à divers articles du Chapitre 2 du budget d'exploitation. La procédure et les dates sont les mêmes que ci-dessus, les demandes devant être accompagnées d'indications détaillées sur chacun des projets envisagés et de toutes précisions utiles sur la répartition éventuelle entre les Régions des crédits correspondants.

Article 4. — Révisions trimestrielles du budget d'exploitation.

Ces révisions se font dans les conditions fixées à l'article 5 de la Note Générale Série Administrative, Sous-Série Budget N° 1 A¹.

Les renseignements utiles doivent parvenir au Service Central M les 5 mai, 5 août et 5 novembre.

Pour celles des rubriques dont les allocations sont réparties entre les Régions, les 3^e Sections des Divisions G, après avoir consulté les Sections spécialisées de leur Service, adressent directement leurs propositions d'ensemble à la 5^e Division du Service Central M qui prend avis des Divisions intéressées lorsque des modifications notables sont demandées.

Pour celles des rubriques dont les allocations ne sont pas réparties, les Divisions du Service Central M chargées d'établir les prévisions, après consultation s'il y a lieu des Sections Régionales spécialisées, adressent leurs propositions à la 5^e Division aux dates rappelées ci-dessus.

Article 5. — Situations mensuelles des recettes et des dépenses.

L'article 6 de la Note Générale — Série Administrative Sous-Série Budget n° 1 A¹ prescrit la fourniture, au plus tard le 20 de chaque mois pour le mois précédent, de situations donnant les résultats approchés.

En ce qui concerne les rubriques surveillées par le Service Central M, les situations sont établies sur relevés fournis par sa 5^e Division (3^e Section A) aux Divisions G (3^e Section). Il existe 4 modèles de relevés :

mod. 1540 — Dépenses normales du Chapitre II

mod. 1548 — Dépenses supplémentaires de guerre du Chapitre II

mod. 1546 — Recettes du Chapitre II

mod. 1547 — Dépenses du Chapitre V.

Le Directeur du Service Central du Mouvement,

J. GOURSAT

ANNEXE

RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE	DÉSIGNATION	SERVICES CHARGÉS DES ÉTUDES BUDGÉTAIRES du point de vue technique		CRÉDITS A RÉPARTIR entre les Régions : R A CONSERVER au service central M : M
		Division M	Division et section des Régions	
I. — BUDGET D'EXPLOITATION				
Dépenses Chap. 1^{er}.				
15 § 3 §§ 1.	Divers — Défense passive	3°	M-3°	R et M
Dépenses Chap. II.				
Art. 1.	Service Central du Mouvement.	5°		M
Art. 4.	Services Régionaux de l'Exploitation.		G-5°	
Art. 5.	Arrondissement.		G-5°	
Art. 6.	Instruction Professionnelle.	5°	G-4°	R
Art. 7.	Personnel des gares.		G-5°	
Art. 8 § 1.	Frais de manœuvres par machines.		M-9°	
Art. 8 § 2.	Frais de manœuvres par locotracteurs.	2°	E-5°	R
Art. 8 § 3.	Autres frais de manœuvres.		M-9°	
Art. 9.	Eclairage et chauffage des gares.		E-5°	
10 § 1.	Imprimés et fournitures de bureau.		G-3°	
Art. 10 § 3.	Documents horaires.		M-4°	
Art. 10 § 2 §§ 2.	Billets imprimés au moment de la délivrance.	5°	G-3°	R
Art. 11 § 1.	Travaux à l'entreprise.		G-5°	
Art. 11 § 2 et 6.	Entretien du mobilier. — Divers.		G-3°	
Art. 11 § 3 §§ 1.	Entretien et réparation et l'outillage de bureau.		G-3°	
Art. 11 § 3 (§§ 2, 3 et 4).	Entretien et réparation de l'outillage mobile de manutention et de manœuvres et de l'outillage des Ateliers de l'Exploitation.	2°	M-10° et E-5°	R
Art. 11 § 4 et 5.	Bâches, agrès, prolonges, cales.	2°	M-10°	M
Art. 12.	Personnel des trains.		G-5°	
Art. 13.	Eclairage des trains.	5°	E-5°	R

RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE	DÉSIGNATION	SERVICES CHARGÉS DES ÉTUDES BUDGÉTAIRES du point de vue technique		CRÉDITS A RÉPARTIR entre les Régions : R A CONSERVER au service central M : M
		Division M	Division et section des Régions	
Art. 14.	Frais de bureau et divers des trains.		G-3°	
Art. 16 § 1.	Dépenses inférieures à 400.000 frs. — Mobilier.	5°	G-3°	R
Art. 16 § 2 §§ 1.	Dépenses inférieures à 400.000 frs. — Outillage de bureau.		G-3°	
Art. 16 § 2 (§§ 2, 3, 4 et 5).	Dépenses inférieures à 400.000 frs. — Outillage mobile de manutention, des cadres et outillage de manœuvre et des Ateliers de l'Exploitation.	2°	M-10° et E-5°	R et M
Art. 17.	Crédits pour frais généraux appliqués à d'autres comptes.	5°	G-3°	R
Art. 19 § 1, 2, 5, 6.	Défense passive « Personnel et divers ».	5°	G-3°	R
Art. 19 § 7.	Crédits : Participation de l'Etat.	5°	G-3°	M
Art. 19 § 3 et 4.	Matériel de protection. — Camouflage.	3°	M-3°	R et M
Art. 20.	Réparation et remplacement de M° endommagé ou détruit par faits de guerre.	2° et 5° (1)	G-3° et M-10° (1)	R et M
RECETTES DÉPENSES Chapitre II et Chapitre V				
Art. 3 § 1	Art. 1 § 1	5°	G-2°	R
Art. 3 § 2	Art. 1 § 2		G-2°	
Art. 4 § 4 §§ 1.	Art. 2 § 3 §§ 1.	1°	M-7°	R
Art. 4 § 4 §§ 3.	Art. 2 § 3 §§ 3.	2°	M-10°	R
Art. 4 § 5 §§ 1.	Art. 2 § 4 §§ 1.	1°	M-7°	M
Art. 4 § 5 §§ 3.	Art. 2 § 4 §§ 3.	2°	M-10°	M
Art. 4 § 6 §§ 1.		1°	M-7°	R
Art. 4 § 6 §§ 2, 3 et 4		2°	M-10°	R

(1) même répartition que pour les articles 11 et 16.

RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE	DÉSIGNATION	SERVICES CHARGÉS DES ÉTUDES BUDGÉTAIRES du point de vue technique		CRÉDITS A RÉPARTIR entre les Régions : R A CONSERVER au service central M : M
		Division M	Division et section des Régions	
RECETTES DÉPENSES Chapitre II et Chapitre V				
Art. 5 § 3	Super-recettes de certains services de tourisme.	1 ^{re}	M-5 ^e	R
Art. 3 § 3	Subvention aux Services de correspondance.	1 ^{re}	M-5 ^e	R
Art. 4	Lignes affermées.	5 ^e	G-2 ^e	R
Art. 5	Subventions directes ou indirectes à des services routiers substitués au rail.	1 ^{re}	M-5 ^e	R
II. — BUDGET D'ETABLISSEMENT.				
Mobilier et outillage de l'Exploitation.				
Mobilier.		5 ^e	G-3 ^e	R et M
Outillage de bureau, y compris machines à billets.		5 ^e	G-3 ^e	R et M
Outillage de manutention, de manœuvres. — Outillage des ateliers de l'Exploitation.		2 ^e	M-10 ^e et E-5 ^e	R et M
Mobilier et outillage pour les besoins militaires ou pour la défense passive.		3 ^e	M-3 ^e	R et M
Travaux complémentaires.				
Installations téléphoniques.		5 ^e puis 3 ^e	E-4 ^e	R